

Quand l'école de la confiance prend la direction d'un protocole de complexification des tâches des directeurs ...

Après des années d'augmentation vertigineuse des tâches incombant aux directeurs d'école, sans temps de décharge supplémentaire, nous pensions sortir un peu la tête de l'eau avec Najat Vallaud-Belkacem et la circulaire d'octobre 2014 qui nous promettait une simplification des tâches.

Nous avions alors vu nos décharges de direction augmenter (trop peu, c'est vrai mais c'est toujours mieux que rien), une décharge des APC (pouvant même être totale pour les directeurs d'école de 5 classes et +), des inspections académiques et de circonscription engagées sur une diminution des tâches administratives liées aux différentes enquêtes administratives ou de circonscription, une amélioration de la diffusion des courriers électroniques pour éviter les doublons, le développement de l'intranet, ...

Mais tout ça, c'est du passé ! Avec l'arrivée de Jean Michel Blanquer, nous vivons l'école de la défiance. En fait, l'école de la confiance qu'il appelle de ses vœux, c'est celle qu'il souhaite que nous ayons envers sa politique éducative, ses réformes.

Pourtant, tout cela s'est fait en commençant par supprimer les aides à la direction, en début de mandat, puis en augmentant substantiellement et régulièrement les obligations faites aux différents maillons de la hiérarchie et en particulier aux directrices et directeur d'école.

Nous n'en sommes qu'à trois semaines d'école et déjà, l'avance que nous avions prise sur nos missions pour une rentrée sereine, s'efface devant les nouvelles obligations qui se succèdent :

- obligation hebdomadaire d'informer l'inspection des rendez-vous enseignants / parents d'élèves accompagnés par un AESH. Pour qui ? Pour quoi ?
- demande de transmission des demandes d'aménagement de scolarité pour les PS désormais soumis à l'obligation scolaire (les classes de maternelle, pour autant, sont toujours surchargées autour de 30 élèves), faisant fi de la réalité de la fatigabilité d'un jeune enfant qui ne rentre pas dans un tableau à double entrée mais connaît des évolutions que sont à même d'apprécier les « professionnels » que sont les enseignants de maternelle. Ne serions-nous pas dans l'école de la méfiance ?
- injonction de compléter sur Onde, au plus tard trois semaines après la rentrée, les PCS des parents d'élèves. Quelques heures de « clic, menu déroulant, clic, confirmation de clic ! »
- impératif de nouvelle mise à jour dans les trois semaines suivant la rentrée des PPMS Attentat-Intrusion et Risques Majeurs. Juste du copier-coller ? Non, soit une nouvelle saisie longue et fastidieuse, soit une cinquantaine de copier-coller à déconseiller pour les problèmes de mise en page.

Et j'en oublie certainement ; et tout cela en plus de tout ce qui habituellement occupe déjà copieusement une rentrée scolaire.

On en vient à se poser tout à coup une question ? Quel intérêt de tout cela pour les élèves ? Imaginons tout ce temps que l'on aurait pu passer pour le suivi des élèves à besoin éducatif particulier, pour travailler avec nos équipes à ce qui devrait être notre mission la plus chronophage : le pilotage pédagogique de l'école. Mais pour cela, il faudrait que l'on nous fasse confiance, que l'on nous considère comme des professionnels compétents et consciencieux. A la CFDT, nous continuons de penser que c'est au plus près des collectifs de travail que nous savons ce qui est le mieux pour faire progresser nos élèves, nous engager pour chacun et agir pour tous.

Thierry Montfort,

Directeur d'école